

PROCESSUS D'INTENSIFICATION ET DIFFICULTE
D'INTEGRATION AGRO-INDUSTRIELLE SUR LE
PERIMETRE DU HAUT-CHELIFF

Par Mr. B E N F R I D Mohamed

Département d'Economie Rurale
INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE
EL-HARRACH - A L G E R -

MODELE AGRO-INDUSTRIEL ET INTENSIFICATION AGRICOLE

L'intensification agricole constitue l'objectif et le moyen de la croissance agricole en Algérie. Les débats qui ont marqué la fin de la décennie de la planification ont révélé l'importance du problème. Les explications avancées sont diverses mais toutes s'accordent à reconnaître l'échec de cette intensification. Notre contribution partira d'un exemple concret pour cerner à travers l'analyse de deux filières comment la chaîne agro-alimentaire est traversée par des pratiques contradictoires induites par des intérêts divergents qui se traduit par l'échec de l'intensification en tant qu'ensemble d'activités complémentaires et interdépendants.

Le modèle agro-industriel préconisé envisage des liaisons très étroites entre l'agriculture et l'industrie et une intensification à base de capital, donnant ainsi au capital technique le rôle moteur dans la restructuration du système productif agricole. CE choix procède d'une vision scientifique qui accorde une confiance démesurée à la science et la technologie. L'idiologie productiviste très dominante dans les années soixante au niveau

des instances internationales a été confortée par les résultats tangibles de la révolution verte dans certains aires écologiques délimitées et à faire croire à l'universalité des techniques, à leur transfert facile et surtout à la certitude absolue de leur efficacité. L'assimilation du procès de travail agricole au procès de travail industriel va faciliter le saut et ouvrir l'ère de la "mise en valeur intégrée" dans des zones agricoles à fortes potentialités dans les pays en voie de développement ou la recherche d'un accroissement rapide de la productivité agricole va entraîner la concentration de l'intervention de l'Etat. Cette "mise en valeur intégrée" est conçue comme l'intégration verticale de l'ensemble des activités intervenant dans la réalisation de l'activité agricole et du produit mais aussi une intégration horizontale entre les différents opérateurs pour une plus grande efficacité de leur intervention, une structure de coordination est souvent mise en place pour la gestion de l'ensemble.

En Algérie, la rente pétrolière aidant, le choix allait se confirmer, le volontarisme qui avait prévalu dans la mise en place de l'appareil industriel allait s'élargir à certaines zones agricoles à fortes potentialités qui étaient considérées comme le support d'une croissance agricole rapide, Or une telle croissance impliquait des prix incitatifs pour établir la convergence entre les différents agents de la chaîne agro-alimentaire.

Le prix nominal qui ignore le marché et son impact sur l'allocation des ressources nous a semblé être

un facteur déterminant dans les rapports conflictuels entre les producteurs et leur environnement mais aussi entre les différentes entreprises et offices et qui a donné lieu à des stratégies autonomes des différents agents contournant voir éliminant les mécanismes planifiés nécessaires à l'intégration agro-industrielle par une centralisation de la décision .

Un autre élément non moins important, c'est la conception de l'intensification qui a été conçue comme une fonction d'un ensemble de facteurs(1) qui additionnés et apportés en temps opportun maximise la production. La vision linéaire qui sous-tend cette conception ne tient pas compte de la complexité du processus à l'amont et à l'aval de la parcelle et qui à notre sens a prévalu dans la conception et la mise en oeuvre du processus d'intensification en Algérie.

MODELE D'INTENSIFICATION ET ARTICULATION AGRICULTURE-INDUSTRIE AU NIVEAU LOCAL

Les conditions agro-pédologiques, les disponibilités en eau, la concentration foncière au sein du secteur étatique sa prédominance au niveau du périmètre du Haut-Cheliff et l'existence d'une sucrerie vont fortement orienter les choix techniques et économiques

(1) Appelés d'ailleurs facteurs d'intensification

Il s'agissait de maximiser la valeur ajoutée à l'économie nationale en assurant un progrès agronomique par l'introduction de matériaux biologiques hautement productifs, un assolement agronomique équilibré tout en recherchant une forte utilisation de la main-d'oeuvre

La complémentarité de la production végétale et animale par une production continue en vert dont les sous produits betteraviers seraient d'un apport précieux en période de soudure (faible production fourragère et forte concurrence sur les ressources en eau)

La complexité des différents procès de production leur articulation et leur réalisation au niveau des unités de production impliquait du point de vue concepteur: une intervention d'organismes spécialisés prestataires de service pour garantir la réalisation des objectifs planifiés sous le contrôle d'une structure(1) qui devait coordonner et articuler leur intervention en définissant les modalités.

L'absence de définition précise des attributions du C D.R. et de ses relations avec les autres structures va non seulement multiplier les sources de conflit mais surtout rendre la fonction gestion-coordination caduque et laisser le champ libre aux organismes impliqués pour établir les relations domination-soumission avec les exploitations agricoles. Les pratiques des différents organismes de l'amont et de l'aval, Ici, ne seront pas très différentes des autres régions. La prédominance des rapports marchands particulièrement dans les modalités de reproduction de la force de travail et des offices et entreprises articulés au marché

(1) Le CDR. Commission de développement rural

mondial feront perdre au système de prix normatifs toute possibilité de régulation planifiée de la filière. On remarquera que la sucrerie ou l'ONALAIT en tant qu'industries de transformation n'interviennent pas directement dans la conception et la réalisation des systèmes de culture et d'élevage. Ils se cantonnent dans la sphère de collecte et de transformation.

LA FILIERE SUCRE

Elle est caractérisée par la recherche de la rationalisation de l'organisation de la filière dont la C.A.S.C.I. constitue le support. L'effort d'investissement de cette dernière à travers l'acquisition d'équipement nécessaires à la réalisation du procès de production. La prise en charge de l'organisation du procès de production et son intervention tout le long de ce dernier depuis la délimitation des aires de production, la fourniture de semences, la prestation des divers services techniques, l'organisation de la livraison et la fixation des prix dénotent la volonté et la capacité de contrôle acquise dans la partie amont de la filière. La CASCI apparaît comme le gestionnaire effectif de la production betteravière au niveau périmètre, en face de laquelle les exploitations agricoles apparaissent comme des ateliers dispersés devant réaliser des quotats que le plan de production annuel du périmètre leur impose. Cette volonté de la GASCI va rencontrer diverses oppositions, Celle des producteurs, dont les rendements très faibles 15 à 20 tonnes ha ne permet pas aux prix normatifs d'être rémunérateurs. La rentabilité économique de la betterave sucrière exceptée la campagne de 1966-67 s'avère

CASCI : Coopérative Agricole Spécialisée des cultures industrielles.

peu probable Les marges brutes à l'hectare telles qu'ils ressortent du Tableau (I), confronté aux rendements physiques tendent compte de la difficulté de maîtrise du processus de production. La négociation à la baisse des quotas annuels par les représentants des exploitations agricoles lors de la discussion des plans de production au niveau de la commission de daïra reflète la stratégie des travailleurs qui tout en s'assurant un certain nombre de journées de travail suffisant à eux et à certains membres de la famille limitent l'accroissement des objectifs de production planifiés. Ce qui est conforme à leur objectif. Celui de maximiser leur revenu. La multiplicité des centres de décision (CDR-D.A.P. etc...) vont concourir à affaiblir voir à marginaliser l'instance planificatrice. Le "C D R." qui à partir de 1976 aura un rôle purement consultatif. Le changement de statut de la station de recherche du périmètre qui devient une direction régionale de l'I.D.C.I. (1) va contribuer à relâcher l'effort de recherche-vulgarisation sur le périmètre comme soutien à l'intensification de la betterave sucrière et des cultures fourragères.

La sucrerie qui n'intervient pas du tout dans l'élaboration et le contrôle des plans de culture a pour seul partenaire la C.A.S.C.I. C'est avec elles que sont déterminées les quotas à livrer et définies les modalités

-
- (1) Mohamed BOURAS. Les problèmes technico-économiques de la valorisation des produits agricoles cas de la betterave sucrière dans le périmètre du haut-Cheliff
Mémoire d'ingénieur I N A Alger Oct 1983
- (2) I D C I: Institut de Développement des Cultures Industrielles

Tableau I: Rentabilité économique de la betterave
sucrière pour quelques campagnes

	1966-67	1969-70	1974-75	1978-79
Charges de production DA Ha	1676	1845	3131	5007
Prix production DA Tonne	100	100	100,9	171
Rendement Tonne / Ha	30	15,2	25,2	21
	16	16	16,1	15,4
Produit DA Ha	3000	1520	2532,6	359,1
Marge brut DA Ha	1324	-325	-528,4	-1416

Source: BELARIFI Abdelwahab. Calcul du prix de revient du
sucre betteravière en Algérie
Thèse d'Ingénieur; Dépt Economie Rurale
INA Alger Juin 1980

pratiques de l'organisation de la récolte. Cependant les tonnages livrés à l'unité de transformation n'ont jamais dépassé 40%(1) des capacités d'extraction qui ont d'ailleurs fluctué autour de 30% durant toute la période. Les arrêts fréquents liés à la non maîtrise du processus technologique ont eux aussi concourus à limiter les capacités d'utilisation de l'unité d'extraction.

Les difficultés de valorisation marchande des sous produits telles que la pulpe et la mélasse limitent fortement la rentabilité de l'activité de transformation betteravière. La faible rémunération du sucre payé à 6000 DA la tonne pour un prix de revient 20630 DA/Tonne amplifie le déficit de l'activité betterave sucrière si on la compare au bénéfice réalisé par tonne de sucre roux traité qui s'élève à 2520 DA/T(2) du seul point de vue de l'entreprise ENA-sucre, au regard à l'impératif de rentabilité financière qui lui est imposée, le choix paraît évident d'autant plus que le sucre roux présente plusieurs avantages sur la betterave sucrière en termes de processus technologique et commerciale. C'est un produit homogène, facile à stocker dont l'offre concentrée limitée. les charges de transports et assure un fonctionnement régulier de la raffinerie.

(1) I D C I : Institut de Développement des Cultures Industrielles.

(2) Mohamed BOURAS: Opus. Cité p 144 d'après Dossier de restructuration de la SOGEDIA

LA FILIERE LAIT

Paradoxalement, autant la CASCI a déployé un effort de maîtrise du procès de production betteravier autant l'ONALAIT va chercher à se dégager du périmètre laitier d'El-Khemis en limitant son infrastructure. L'absence d'unités industrielles de transformation ou de conditionnement a certainement joué un rôle déterminant. Par ailleurs le procès de production laitier vu sa spécificité est plus complexe et plus difficile à organiser.

L'articulation et la complémentarité production animale , production végétale n'a pas pu être réalisée. Le choix des producteurs s'est souvent porté sur des cultures jugées rémunératrices comme la maraichage où des cultures mécanisées au détriment des cultures fourragères en vert, la faible disponibilité en eau durant l'été a aussi concouru à réduire la production fourragère en vert, ce qui donne un déficit en unité fourragère très élevé soit près de 70% des besoins du cheptel existant(1). Les fourrages verts n'occupent que 26,6% des UF, les fourrages secs 37,2% et le concentré 36,2% des UF ce qui donne une moyenne économique par vache laitière inférieure à 3000 l seuil minimal de rentabilité admis par les normes au niveau du périmètre.

La courbe de lactation se divise alors en deux grandes périodes Novembre - Mai ou la production unitaire et croissante et Juin - Octobre avec une chute rapide en Juillet - Août correspondant à la période de soudure.

(1) MEROUANI Nourredine: L'industrie des aliment du bétail dans le programme d'intensification de la plaine du Haut-Chelif. Mém.Ing. INA Alger Oct

Le non respect de l'allotement et des règles d'hygiène entraînent une forte mortalité des jeunes et une croissance de poids assez faible chez les taurillons dénotant la faible productivité du cheptel.

Contrairement à la CASCI, la CASSEL(1) démunie de moyens et ayant des attributions s'étendant sur toute la wilaya va s'intéresser surtout aux activités commerciales en délaissant les prestations techniques.

L'ONALAIT

L'éloignement du périmètre laitier de 1 unité de transformation de Birkhadem fera que la collecte sera perçue plus comme une charge que comme une activité lucrative surtout qu'à partir de 1975 les prix de revient du lait niveau usine ne rattrappent plus les prix payés au producteur et que les prix de cession restent relativement stables par rapport aux prix de détail.

La comparaison entre les prix à la production locale, les prix à l'importation et les prix de cession aux détaillants montre l'avantage qu'aurait l'onlait à fabriquer du lait à partir du lait en poudre importé.

Sur le plan purement technologique il présente l'avantage d'être homogène et nécessitant des opérations d'élaboration assez simples. Il est facile à stocker, la proximité du port assure une offre concentrée à des coûts comparativement au lait local; il garantit la régularité de l'approvisionnement et donc l'activité de l'unité de

(1) CASSEL: Coopérative Agricole de Service Spécialisé en élevage

transformation, L'unité de transformation étant plus proche des marchés de consommation elle comprime les charges de transport ce qui par ailleurs favorise la réalisation de profit et permet par le système de péréquation de financer la collecte et la transformation du lait local.

DEPERTHUIS en analysant le mécanisme de péréquation confirme la tendance qui se dégage au niveau du périmètre à partir de 1975 , les prix à la production s'élèvent au dessus du prix de cession alors que les prix à l'importation subissent un tassement jusqu'en 1979 pour remonter timidement mais en restant toujours plus bas que le prix de cession.

Le recours au marché mondial apparait comme l'unique alternative à l'ONALAIT vu sous l'angle de la recherche de la rentabilité financière puisque cette dernière doit d'abord satisfaire à l'impératif alimentaire par la production essentiellement du lait pasturisé, il lui est difficile de se concentrer sur les produits qui ont une plus grande valorisation marchande tels que le yaourt et le petit suisse(1).

Dans la foulée de la restructuration et à l'obligation faite à l'ONALAIT, d'étendre son aire de collecte, cette dernière essaie d'y répondre en cherchant à transférer une partie de ces charges en capital à l'amont par l'équipement en iso-frigo les exploitations agricoles qui supportent les frais financiers et les amortissements à l'aval en déléguant la fonction distribution à

Ch DEPERTHUIS: L'algerie face au déséquilibre agro-alimentaire. Thèse Doctorat d'Etat en Sci.Economiques Montpellier p 480 Oct. 1984

(1) OTHMANE Hachemi: Contribution à l'étude technico-économique de la collecte et de la transformation du lait par l'unité de production de BIRKHADEM
Mem d'ing INA Alger Juin 1984 p. 108

Tableau II: Evolution du prix de lait de 1969 à 1983

Unité : Dinar

Année	Prix d'achat Domaine	Prix de cession O N A L A I T au détaillant	Prix de vente au consommateur
1969	0,62	0,80	0,85
1972 (Mars)	0,75	0,95	1,00
1975 (Juil.)	1,30	1,10	1,20
1976 (Juil.)	1,50	1,20	1,30
1979 (Juil.)	1,75	1,20	1,30
1982 (Mai)	2,00	1,20	1,30
1983(Mai)	2,80	1,20	1,30

Source: OTHMANE Hachemi: Contribution à l'étude technico-économique de la collecte et de la transformation du lait par l'unité de production de BIRKHADEM

Alger.

Mémoire d'Ingénieur D.E.R INA. Alger
Alger Juillet 1984

distributeurs agréés(1) qui en 1983 étaient au nombre de 42 dans la région centre et contrôlaient 65% de la production de l'ORLAC. Elle va par contre concentrer son activité sur la transformation industrielle.

Le fonctionnement de deux filières sucre betteravier et lait fait apparaître une divergence d'intérêt que les lois du marché amplifient en entraînant dans le cadre du sucre la rupture de la relation agriculture-industrie et dans le cas du lait une orientation vers le circuit privé. Vendu sous forme de lait frais aux laitiers locaux.

Plusieurs éléments explicatifs peuvent être avancés:

- a C'est la place marginale du lait local et du sucre betteravier dans la consommation nationale et dans l'activité des deux entreprises, qui à partir de 1975 ont pour fonction principale d'approvisionnement alimentaire des villes même si le soutien à la production n'a pas été abandonné; il n'apparaît pas prioritaire.
- b L'impératif d'équilibre financier conduit la direction générale, seule instance disposant du pouvoir de décision à orienter les activités des unités sous tutelle et à les soumettre à une stratégie d'équilibre financier de l'ensemble, d'où la difficulté d'intégration horizontale et les limites posées au rôle planificateur d'une instance régionale ou locale.

(1) ORLAC: Document présentant l'ORLAC, 1983.

- c. L'efficacité de l'entreprise agro-alimentaire est perçue à travers deux impératifs, l'approvisionnement quantitativement suffisant du marché et la situation financière. Le premier éminemment politique, l'entreprise va s'aménager une marge de manoeuvre particulièrement par le système de péréquation que la stabilité du taux de change du dinar encourage, le recours au marché mondial devient prépondérant.
- d. L'absence d'un système de prix compensatoire propre à chaque filière ne rend pas compte de l'efficacité de l'entreprise ou office agro-alimentaire et ne lie nullement ses activités à la production nationale. Il serait certainement plus judicieux de lier les prix d'importation et les prix à la production en créant une caisse de compensation financée par le budget de l'état et qui interviendrait à plusieurs niveaux pour rendre transparente l'activité ou les activités des offices et entreprises agro-alimentaires en les soumettant au même titre que les unités de production agricole à une planification systématique. Sans quoi ils auraient tendance à reporter leur charge sur le système productif agricole et décourager certaines productions jugées stratégiques.